

ANJOU INSERTION HABITAT

Association Loi du 1^{er} juillet 1901

*2 bis place du Chanoine Ballu
49000 ANGERS*

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport sur les comptes annuels



— AUDIT —

Sylvain BEGENNE
Sophie DELSAUX
Sophie GRANIER
Marine GUY
Rémi LAMBERT
Quentin LE MEUR
Matthieu FOUQUERON
Anne PANANCEAU-MOCHER
Commissaires aux Comptes

Adresse de correspondance : TGS France Audit – Parc d'Activités Angers-Beaucouzé
1 rue du Tertre – CS 60119 – 49072 BEAUCOUZÉ CEDEX
Tél 02 41 22 22 30 – Fax 02 41 47 47 95 – E-mail beaucouze-audit@tgs-france.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**Exercice clos le 31 décembre 2025**

A l'Assemblée Générale de l'Association Anjou Insertion Habitat,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Anjou Insertion Habitat relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Le paragraphe « Méthode générale » de la note de l'annexe « Principes, et règles et méthodes comptables » expose les principes comptables applicables notamment le principe lié à l'indépendance des exercices. Nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les procédures mises en œuvre par l'association sur lesquelles se fondent les évaluations relatives à la séparation des exercices.

Le paragraphe « Créances » de la note de l'annexe « Principales méthodes d'évaluation et de présentation » expose les modalités d'évaluation de la provision créances douteuses. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fonde l'évaluation de la provision.

La note de l'annexe « Analyse des fonds dédiés » expose les modalités d'évaluation des fonds dédiés. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fonde l'évaluation des fonds dédiés.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

Nous vous signalons, par ailleurs, qu'en raison de la réception tardive de certains documents, nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans un autre délai.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Beaucouzé,
Signé numériquement
Pour **TGS France Audit**,

Quentin LE MEUR
Commissaire aux Comptes

Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Frais d'établissement (I)					
ACTIF IMMOBILISÉ					
Immobilisations incorporelles					
Frais de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques droits similaires					
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions	73 704	34 417	39 287	45 937	- 6 650
Installations techniques, matériel et outillage industriels	128 649	103 729	24 920	21 893	3 027
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	23 127		23 127	18 493	4 634
TOTAL (II)	225 480	138 146	87 334	86 323	1 011
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	247 190	112 530	134 659	85 709	48 950
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres créances	112 138		112 138	71 906	40 232
Charges constatées d'avance	14 988		14 988	12 689	2 299
Valeurs mobilières de placement					
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Disponibilités	1 710 127		1 710 127	1 548 404	161 723
TOTAL (III)	2 084 443	112 530	1 971 912	1 718 707	253 205
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écarts de conversion et diff. d'évaluation Actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	2 309 923	250 677	2 059 246	1 805 030	254 216

Bilan association(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Écart de réévaluation			
Réserves			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	770 678	650 807	119 871
. Autres			
Report à nouveau	104 961	104 961	
Excédent ou déficit de l'exercice	62 826	119 871	- 57 045
Situation nette (sous total)	938 466	875 639	62 827
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	938 466	875 639	62 827
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	678 235	551 667	126 568
TOTAL (II)	678 235	551 667	126 568
PROVISIONS			
Provisions pour risques		78	- 78
Provisions pour charges	25 195	20 370	4 825
TOTAL (III)	25 195	20 448	4 747
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	45 497	32 480	13 017
Emprunts et dettes financières diverses	44 552	38 463	6 089
Instruments financiers à terme			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	126 867	71 691	55 176
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	161 727	137 802	23 925
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	23 643	16 800	6 843
Produits constatés d'avance	15 063	60 041	- 44 978
TOTAL (IV)	417 350	357 276	60 074
Écarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)			
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	2 059 246	1 805 030	254 216
ENGAGEMENTS REÇUS			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			

. autorisés par l'organisme de tutelle
Dons en nature restant à vendre
ENGAGEMENTS DONNÉS

Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	39 722	37 341	2 381	6,38
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens	110 566	90 521	20 045	22,14
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	645 757	528 585	117 172	22,17
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	1 501 627	1 244 022	257 605	20,71
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels		94	- 94	-100
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières	14 000		14 000	N/S
Reprises sur amortissements, dépréciations. et provisions	40 543	49 763	- 9 220	-18,53
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles				
Utilisations des fonds dédiés	9 266	22 323	- 13 057	-58,49
Autres produits	19 860	0	19 860	N/S
Total des produits d'exploitation (I)	2 381 340	1 972 649	408 691	20,72
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	990 294	783 525	206 769	26,39
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	50 223	34 452	15 771	45,78
Salaires et traitements	803 461	726 864	76 597	10,54
Cotisations sociales	233 323	212 366	20 957	9,87
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	68 426	45 293	23 133	51,07
Dotations aux provisions	4 825		4 825	N/S
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corpor. cédées				
Reports en fonds dédiés	135 835	86 502	49 333	57,03
Autres charges	36 212	13 295	22 917	172,37
Total des charges d'exploitation (II)	2 322 600	1 902 295	420 305	22,09
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	58 741	70 353	- 11 612	-16,51
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	5 933	6 281	- 348	-5,54
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits des immobilisations financières cédées				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
et d'instruments de trésorerie				
Total des produits financiers (III)	5 933	6 281	- 348	-5,54

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	424	493	- 69	-14,00
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie				
Total des charges financières (IV)	424	493	- 69	-14,00
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	5 510	5 788	- 278	-4,80
RÉSULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	64 250	76 142	- 11 892	-15,62
PRODUITS EXCEPTIONNELS		51 343	- 51 343	-100
Total des produits exceptionnels (V)		51 343	- 51 343	-100
CHARGES EXCEPTIONNELLES		7 613	- 7 613	-100
Total des charges exceptionnelles (VI)		7 613	- 7 613	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		43 730	- 43 730	-100
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	1 424		1 424	N/S
Total des produits (I + III + IV)	2 387 274	2 030 273	357 001	17,58
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 324 447	1 910 402	414 045	21,67
EXCEDENT OU DEFICIT	62 826	119 871	- 57 045	-47,59
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolats				
Total				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
Total				

Préambule

L'association ANJOU INSERTION HABITAT contribue à développer une offre de logements destinés en priorité aux plus démunis et par cette action à mettre en œuvre le droit au logement dans le Maine et Loire.

Le financement des actions est effectué par le biais de subvention provenant de l'État, de la Région Pays-de-la-Loire et du Département Maine-et-Loire.

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 059 245,86 Euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 62 826,39 Euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Présentation des différentes activités

1- ASLL - Accompagnement Social lié au Logement

L'activité concerne des personnes ou ménages rencontrant des difficultés pour l'accès ou le maintien dans leur logement, bénéficiaires de mesures d'Accompagnement social lié au logement attribué par le Président du Conseil départemental en application du règlement intérieur du FSL.

La finalité de cette activité est de permettre à ces personnes ou ménages relevant du Plan Départemental Habitat Hébergement (PDHH), par un soutien limité dans le temps, d'accéder ou de se maintenir dans un logement décent, d'être autonome ou d'aller vers plus d'autonomie.

Financier : département montant financement : 228 655 €

2- Sous location

L'activité concerne des personnes ou ménages rencontrant des difficultés pour l'accès ou le maintien dans leur logement, bénéficiaires de mesures d'Accompagnement dans le cadre de l'activité de sous-location attribuée par le Président du Conseil départemental en application du règlement intérieur du FSL.

La finalité de cette activité est de permettre à ces personnes ou ménages relevant du Plan Départemental Habitat Hébergement (PDHH), par un soutien limité dans le temps, d'accéder ou de se maintenir dans un logement décent, d'être autonome ou d'aller vers plus d'autonomie.

Financier : département montant financement : 122 905 €

3- Veille

L'activité financée au titre de la veille logement doit permettre de soutenir des personnes ou ménages :

- Qui ont été accompagnés dans le cadre d'une sous-location ou d'un accompagnement Social lié au logement ALT
- Qui ont connu un parcours logement complexe
- Qui ont cumulé des difficultés importantes (santé, insertion, logement, emploi...)
- Pour lesquels solliciter l'intervention d'un professionnel reste difficile

Financier : département montant financement : 9 000 €

4- Pension de Famille Cordelle – Vaillant – Saumuroise

Il s'agit de la gestion de plusieurs pensions de famille / maison relais situées :

- au 1 rue Cordelle 49100 Angers, d'une capacité de 10 places (CORDELLE)
- 89-91 rue Edouard Vaillant 49800 Trélazé (capacité de 9 places)
- 257 rue Saumuroise 49000 Angers (capacité de 5 places)

Les besoins d'accompagnement sont à la fois individuels et collectifs, sans limite de durée, pour la vie quotidienne des résidents en contribuant à construire et développer la vie sociale de chacun. L'association oriente les résidents vers tous les services extérieurs (administratif, santé, activités, loisirs, culture, emploi) dont ils ont besoin ou qui leur permettent de progresser dans leur projet de vie.

Financier : État via DDETS montant financement : 170 820 €

6- Dispositif Passerelle

Hébergement d'urgence de droit commun (HUDC) hors CHRS : 1 logement pour 7 places d'hébergement

Financier : État via DDETS montant financement : 7 000 €

7- Logements Satellite

Gestion de 14 logements satellites aux pensions de famille situés dans l'agglomération angevine

Financier : État via DDETS montant financement : 99 645 €

8- Accompagnement vers et dans le Logement (AVDL)

Les actions sont à destination des ménages dont le relogement est reconnu prioritaire et urgent au titre du DALO et des personnes ou familles éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, à accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir.

Financier : État via DDETS montant financement : 52 431 €

Présentation des différentes activités

8- Accompagnement vers et dans le Logement (AVDL)

Les actions sont à destination des ménages dont le relogement est reconnu prioritaire et urgent au titre du DALO et des personnes ou familles éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, à accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir.

Financier : État via DDETS montant financement : 52 431 €

9- Accompagnement social SOCLOVA

L'accompagnement social confié par la SOCLOVA concerne les locataires du parc de la SOCLOVA, qui rencontrent des difficultés d'insertion sociales ou économiques, et qui ont besoin d'un soutien social, hors périmètre de la collectivité. L'accompagnement est un suivi social individuel et intensif sur des objectifs logement prenant en compte la globalité de la situation du locataire afin de l'aider à résoudre sa problématique.

Financier : SOCLOVA montant financement : 6 450 €

10- IML / résorption bidonville (Intermédiation Locative Sous-location)

Il s'agit d'un dispositif qui permet de sécuriser et simplifier la relation entre le locataire et le bailleur grâce à l'intervention de l'association Anjou Insertion Habitat. Le dispositif repose également sur des déductions fiscales, pouvant atteindre jusqu'à 85% des revenus locatifs, aux bailleurs qui acceptent de louer leur logement à des ménages en difficulté. En effet, il y a eu une mobilisation de 19 logements dans le parc privé sur le territoire Angers Loire Métropole.

À partir de 2023, l'action a été renforcée et étendue à la résorption des bidonvilles, dans le but d'améliorer les conditions de vie et d'insertion de leurs habitants sur les sites occupés du territoire de la communauté urbaine Angers Loire Métropole, et de favoriser la scolarité des enfants.

Financier : État via DDETS montant financement : 427 529 € (résorption bidonville)

Financier : État via DDETS montant financement : 20 000 € (domiciliation bidonville)

Financier : État via DDETS montant financement : 32 448 € (emploi bidonville)

11- Accompagnement social Maine et Loire

L'accompagnement social confié par le Maine et Loire concerne les locataires qui rencontrent des difficultés d'insertion sociales ou économiques, et qui ont besoin d'un soutien social, au sein de la collectivité.

Financier : MAINE ET LOIRE montant financement : 8 607 €

12- Habitat indigne

Il s'agit d'un accompagnement des ménages en habitat indigne, en outre la réalisation d'un diagnostic social des ménages, la recherche de solutions de relogement ou hébergement temporaire avant relogement, en cas de défaillance avérée du propriétaire.

Financier : MAINE ET LOIRE montant financement : 10 000 €

13- Accompagnement IML / STI

Il s'agit de la mobilisation de 14 logements situés sur le territoire de l'agglomération angevine :

-42 Boulevard Gaston Ramon 49000 Angers (64 places)

L'accompagnement permet l'accès ou le maintien dans un logement aux personnes ou familles éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence. Il s'agit également de remplir les obligations du contrat de location, d'accéder aux droits et de s'insérer dans son environnement. La mise en place des aides personnalisées le cas échéant.

Financier : MAINE ET LOIRE montant financement : 314 257 €

14- Accompagnement social PODELIHA

L'accompagnement social confié par PODELIHA concerne les locataires du parc PODELIHA, qui rencontrent des difficultés d'insertion sociales ou économiques, et qui ont besoin d'un soutien social, hors périmètre de la collectivité. L'accompagnement est un suivi social individuel et intensif sur des objectifs logement prenant en compte la globalité de la situation du locataire afin de l'aider à résoudre sa problématique.

Financier : PODELIHA montant financement : 1 419 €

Evènements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Le règlement de l'Autorité des normes comptables n°2023-03 en coordination avec le règlement ANC n°2022-06, relatif à la modernisation des états financiers, s'applique à toute entité spécifique dont les personnes morales de droit privé à but non lucratif soumise aux dispositions du règlement ANC n°2018-06. Conformément à l'article 27 dudit règlement, ces dispositions sont applicables obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

La mise en œuvre de ce nouveau cadre normatif constitue un changement de réglementation comptables s'imposant à l'association, et donc un changement de méthode comptable obligatoire au sens de l'article 122-1 du Plan comptable général.

Ces règlements ont notamment pour effet :

- L'introduction de la nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel ;
- La suppression de la technique du transfert de charges ;
- La modernisation du plan de comptes et des modèles d'états financiers ;
- L'instauration d'une nouvelle présentation des informations en annexe.

L'application de ces règlements a conduit l'association à modifier la présentation des comptes annuels.

Ce nouveau règlement n'a pas entraîné de changement significatif dans les méthodes comptables appliquées par l'association ANJOU INSERTION HABITAT.

Le cas échéant, les impacts liés à la première application du règlement ANC n°2022-06 ont été analysés conformément aux dispositions prévues par l'Autorité des normes comptables. Ils sont sans incidence significative sur les comptes annuels, leurs effets étant limités à la présentation et à la requalification de certains postes.

Evènements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice (suite)

Le tableau ci-dessous présente la correspondance entre les comptes utilisés au 31 décembre 2024 et ceux applicables au 31 décembre 2025 pour les postes impactés par l'entrée en vigueur du nouveau règlement.

Compte - Libellé	Montant 31/12/2024	Compte – Libellé	Montant 31/12/2025
1530 – Provision pour départ à la retraite	7 193	1521 – Provision pour départ à la retraite	12 018
1572 – Provision pour grosses réparations	13 177	1572 – Provision pour grosses réparations	13 177
16884 – Intérêts courus sur emprunt	26	1648 – Intérêts courus sur emprunt	22
6712 – Pénalités amendes fiscales et pénales	0	6582 – Pénalité, amendes fiscales et pénales	117
6720 – Charges sur exercices antérieurs	7 613	6580 – Charges diverses de gestion courante	21 546
7720 – Produits sur exercices antérieurs	51 343	7580 – Produits divers de gestion courante	18 978
7910 – Transfert de charge (remboursement assurance)	0	7587 – Remboursement d'assurance	862
7910 – Transfert de charge (remboursement formation)	1 549	6280 – Divers (remboursement formations)	-6 825 (au crédit du compte)
7910 – Transfert de charge (frais KM)	4 774	7080 – Produits des activités annexes	4 589
7914 – Transfert de charge personnel	42 296	6490 – Remboursements charges de personnel	22 509

Dans la continuité de l'année 2024, l'action IML (Intermédiation Locative en sous-location) a permis la mobilisation de nouveaux logements situés au 42 Boulevard Gaston Ramon 49000 Angers (64 places – 14 logements), dans le but d'améliorer les conditions de vie et d'insertion de leurs habitants sur les sites occupés du territoire de la communauté urbaine Angers Loire Métropole, et de favoriser la scolarité des enfants.

Les dépenses au titre de l'exercice 2025 représentent 26 779 € (2024 = 5 251 €).

Nous n'avons pas identifié d'autres éléments significatifs susceptibles d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

Principes comptables généraux

Les comptes annuels ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par les règlements ANC n°2014-03 et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par le règlement 2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022, et complété des mises à jour en vigueur actuellement et les articles L123-12 à L123-28 du Code de Commerce :

- **Continuité de l'exploitation**
- **Permanence des méthodes comptables,
à l'exception des incidences de la première application de l'ANC 2022-06**
- **Indépendance des exercices**

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Règles et méthodes comptables

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation. La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	de 8 à 12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	de 03 à 05 ans
Matériel de bureau et informatique	03 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances des locataires dont le recouvrement est incertain à la date de clôture font l'objet d'une provision pour dépréciation :

- Au taux de 30%, lorsque le locataire est présent dans son logement à partir d'un non-paiement.
- Au taux de 100% lorsque le locataire a quitté son logement
- Au taux de 100% lorsque la dette du locataire est supérieure à 1 an de loyer.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Règles et méthodes comptables (suite)

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué en annexes.

Notes sur le bilan actif

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	188 349	19 004	5 000	202 353
Immobilisations financières	18 493	6 126	1 492	23 127
TOTAL	206 842	25 130	6 492	225 480

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
TOTAL I				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL II				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui	27 768	6 651		34 417
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	691			691
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	23 604	506		24 110
Matériel de transport	41 553	5 456	5 000	42 009
Matériel de bureau et informatique	26 903	10 016		36 919
Emballage récupérables et divers				
TOTAL III	120 519	22 629	5 000	138 146
TOTAL GENERAL (I+II+III)	120 519	22 629	5 000	138 146

L'association dispose de crédit-bail pour l'exercice de son activité présenté dans les annexes ci-après.

État des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	23 127		23 127
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	247 190	247 190	
Autres créances	112 138	112 138	
Charges constatées d'avance	14 988	14 988	
TOTAL	397 443	374 316	23 127

État des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	8 524
Subventions/financements	147 633
Autres produits à recevoir	14 885
TOTAL	171 041

État des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	107 196	45 799	40 465	112 530
Comptes financiers				
TOTAL	107 196	45 799	40 465	112 530

Les provisions pour dépréciations clients représentent 112 530,48 Euros au 31/12/2025.

Notes sur le bilan passif

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Écart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	650 807	119 871			770 678
Dont générosité du public					
Report à nouveau (créditeur et débiteur)	104 961				104 961
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	119 871		62 826	119 871	62 826
Dont générosité du public					
Situation nette	875 639	119 871	62 826	119 871	938 466
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	875 639	119 871	62 826	119 871	938 466
TOTAL dont générosité du public					

Analyse des fonds dédiés

Ils correspondent aux subventions affectées à un projet déterminé et affectés à des actions particulières par le financeur, qui n'ont pas été consommées en totalité ou partiellement à la clôture de l'exercice. Le suivi en fonds dédiés permet d'améliorer l'information financière.

La nature des fonds dédiés sur subventions provient des excédents réalisés sur les fonds calculés en rapportant le pourcentage des subventions / produits par action au résultat.

Il est décidé d'appliquer un délai de prescription de 5 ans à compter de la date à laquelle le financeur a connaissance du reliquat et de le comptabiliser en fonds dédiés chaque année, s'il y en a un.

Au 31/12/2024, leur valeur était de 551 667 €. Il a été constaté sur l'exercice 31/12/2025 une provision complémentaire de 135 835 € et une reprise de 9 266 €.

Les fonds dédiés correspondants aux résultats cumulés de 2021 à 2025 s'élèvent désormais à 678 235 €.

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			MONTANT GLOBAL	Dont remboursements		MONTANT GLOBAL	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Excédent 2020 Cordelle	9 266		9 266			-	
Excédent 2021 Cordelle	18 995					18 995	18 995
Excédent 2021 Vaillant	11 644					11 644	11 644
Excédent 2021 passerelle	7 187					7 187	7 187
Excédent 2022 Cordelle	20 362					20 362	20 362
Excédent 2022 Vaillant	9 913					9 913	9 913
Excédent 2022 passerelle	12 542					12 542	12 542
Excédent 2023 AVDL	25 983					25 983	25 983
Excédent 2023 Bidonvilles	305 829					305 829	
Excédent 2023 passerelle	12 656					12 656	12 656
Excédent 2023 PF	15 583					15 583	15 583
Excédent 2023 satellite	15 204					15 204	15 204
Excédent 2024 AVDL	12 129					12 129	
Excédent 2024 Domiciliation	3 835					3 835	
Excédent 2024 Emploi	10 337					10 337	
Excédent 2024 Sous location	19 698					19 698	
Excédent 2024 Habitat indigne	5 824					5 824	
Excédent 2024 IML	11 605					11 605	
Excédent 2024 Passerelle	3 122					3 122	
Excédent 2024 Satellite	11 038					11 038	
Excédent 2024 STI	8 914					8 914	
Excédent 2025 AVDL		8 995				8 995	
Excédent 2025 Bidonvilles		98 735				98 735	
Excédent 2025 Habitat indigne		3 774				3 774	
Excédent 2025 STI		19 768				19 768	
Excédent 2025 PF		3 692				3 692	
Excédent 2025 Domiciliation		871				871	
Contributions financières d'autres organismes							
						-	
Ressources liées à la générosité du public							
						-	
TOTAL	551 667	135 835	9 266	-	-	678 235	150 069

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement Amortissements dérogatoires Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges	78		78	
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions et obligations similaires	7 193	4 825		12 018
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions	13 177			13 177
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
TOTAL (II)	20 448	4 825	78	25 195
TOTAL GENERAL (I+II)	20 448	4 825	78	25 195
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		4 825	78	
- financières				
- exceptionnelles				

État des dettes et produits constatés d'avance

État des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	28 171	4 343	17 994	5 833
Dettes financières diverses	44 552			44 552
Fournisseurs	126 867	126 867		
Dettes fiscales et sociales	161 727	161 727		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	23 643	23 643		
Produits constatés d'avance	15 063	15 063		
TOTAL	400 023	331 643	17 994	50 385

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	22
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	29 946
Dettes fiscales et sociales	105 510
Autres dettes	10 858
TOTAL	146 337

Notes sur le compte de résultat

Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

Concours publics et subventions

L'entité fournit une information sur les montants des concours publics et les subventions qui lui ont été octroyés dans l'exercice en distinguant :

- Emploi francs / Aide à l'embauche pour 6 938 Euros

Autres informations

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Engagements en matière de retraite

Le montant des engagements de retraite au 31 décembre 2025 a été calculé suivant la méthode « rétrospective prorata temporis » et repose sur les hypothèses suivantes :

♦ Hypothèses générales :

- Probabilité de présence des salariés au moment du départ en retraite,
- Le taux d'évolution des salaires,
- Actualisation financière,
- Table de vie TV 88/90 : table de mortalité en vigueur à la date de simulation,
- Mise à la retraite à l'initiative des salariés à l'âge de 65 ans.

♦ Hypothèses de calcul retenu :

- Taux de rotation des effectifs : 2,24 % / 1,12 % / 1,00 % (selon la tranche d'âges)
- Taux d'évolution des salaires : 2,00 % constant
- Taux d'actualisation : 3,90 %
- Taux de charges sociales : 45,00 %
- Convention collective applicable : Régime légal à défaut de convention

Compte tenu de ces hypothèses, le montant des engagements de retraite de l'association vis-à-vis des membres de son personnel s'élève à 12 018 €uros à la date du 31 décembre 2025. Cette somme est présente dans les provisions pour charges des comptes annuels à cette même date.

Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	3	
Non cadres	25	1
TOTAL	28	1

Informations relatives au crédit-bail**Crédit-bail mobilier**

	Install Mat Out	Matériel transport	Total
Valeur d'origine		132 617	132 617
Amortissements :			
- Cumuls exercices antérieurs		29 478	29 478
- Dotations de l'exercice		28 779	28 779
TOTAL		58 257	58 257
Redevances payées :			
- Cumuls exercices antérieurs		45 443	45 443
- Exercice		38 958	38 958
TOTAL		84 401	84 401
Redevances restant à payer :			
- à un an au plus		30 794	30 794
- à plus d'un an et cinq au plus		37 484	37 484
- à plus de cinq ans			
TOTAL		68 278	68 278
Valeur résiduelle :			
- à un an au plus		7 185	7 185
- à plus d'un an et cinq au plus		14 989	14 989
- à plus de cinq ans			
TOTAL		22 174	22 174
Montant pris en charge dans l'exercice		38 958	38 958

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 6.745 Euros TTC.